

centre hospitalier universitaire de Lomé des suites d'une maladie.

La gratuité de transport est accordée à sa famille pour rejoindre ses foyers.

Réforme par mesure disciplinaire

Décision n° 202-PR-MDN du 10-9-75 — Sont réformés par mesure disciplinaire les gendarmes adjoints de 2e classe Baya Tchaa Baoua, n° mle 877 et Lawani Lacissi Lazi, n° mle 682 de la gendarmerie nationale togolaise à Lomé à compter du 1er octobre 1975.

La gratuité de transport leur est accordée pour rejoindre leurs foyers avec leurs familles. Ils seront rayés des contrôles des forces armées togolaises et de la gendarmerie nationale togolaise à compter du 1er octobre 1975.

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

ARRETE N° 327-MFE-MCIT-CFT du 24 septembre 1975 fixant la dotation du fonds de roulement des CFT.

LE MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel et sa circulaire d'application n° 93/MFP du 20/2/67 ;

Vu l'arrêté interministériel du 2 juillet 1923 portant création d'un fonds de roulement pour le service des voies de pénétration et du wharf du Togo, et ceux qui l'ont modifié ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier et les textes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté interministériel du 6 août 1951 portant à 50 millions de francs la dotation du fonds de roulement des C.F.T.,

ARRETE :

Article premier. — Les dispositions de l'arrêté interministériel du 6 août 1951 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

Art. 2. — La dotation du fonds de roulement du réseau des chemins de fer du Togo est fixée à 150.000.000 de francs (cent cinquante millions de francs).

Art. 3. — La somme de 100.000.000 de francs (cent millions de francs) nécessaire à l'augmentation du fonds de roulement sera avancée sur les ressources par le budget de l'Etat.

Art. 4. — Le trésorier-payeur et l'ordonnateur-secondaire du budget annexe des chemins de fer du Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au *Journal officiel* et communiqué partout où le besoin sera.

Lomé, le 24 septembre 1975

Ed. Kodjo

ARRETE N° 356-MFE-MF-AD du 14 octobre 1975 portant établissement des postes de douanes de Koundjouaré et d'Ikpa-Dafo.

LE MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE,

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 fixant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu la loi n° 66-22 du 23 décembre 1966 portant code des douanes, notamment son article 31 ;

Vu les nécessités du service,

ARRETE :

Article premier. — Il est créé à compter du 1^{er} novembre 1975, les postes de douanes suivants :

- Koundjouaré, circonscription administrative de Dapaon.
- Ikpa-Dafo, circonscription administrative de Kloto.

Art. 2. — Les heures d'ouverture et de fermeture de ces postes sont fixées comme suit :

le matin : de 7 heures à 12 heures ;
l'après-midi : de 14 h. 30 à 17 h. 30.

Art. 3. — Le directeur des douanes est chargé de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 14 octobre 1975

Ed. Kodjo

Autorisations de paiement

Décision n° 1301-MFE-F du 29-9-75. — Est autorisé le paiement au profit de l'école inter-Etats des sciences et médecine vétérinaires de Dakar (IESMV), de la somme de dix huit millions cent vingt mille (18.120.000) francs représentant la participation du Togo au budget de fonctionnement dudit établissement suivant détail ci-après :

— Budget 1972-1973 reliquat sur participation	= 6.878.211
— Budget 1973-1974 reliquat sur participation	= 6.085.858
— Budget 1974-1975 1 ^{er} acompte sur participation	= 5.155.931
	<hr/>
	18.120.000

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 49.916-0 ouvert auprès de la société générale de banques à Dakar au nom de ladite école.

La dépense est imputable de la manière suivante sur le budget général :

Exercice 1975 clos, chapitre 37,	
article 15	= 6.560.000
Exercice 1975, chapitre 41, article	
3, paragraphe 2	= 11.560.000

Total — — — = 18.120.000